GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction interministérielle
de la transformation publique

Accord-cadre relatif à des prestations de participation et de consultation citoyennes

ÉTUDES DE CAS FICTIF

Numéro de consultation : ACIM_Participation_2025

SUJET COMMUN AUX LOTS 1, 2, 4 ET 5

Cette étude de cas fictif est destinée à départager les offres des candidats sur la base d'un cas qui ne sera pas obligatoirement mis en œuvre.
Afin d'apprécier au mieux les capacités des candidats, il leur est demandé d'élaborer une réponse détaillée à l'étude de cas correspondant au(x) lot(s) sur lequel ou lesquels ils soumissionnent. Ces cas sont représentatifs des missions qui pourraient être conduites dans le cadre du présent accord-cadre, mais ne correspondent pas à une intention actuelle de réforme de politique publique.

Pour chaque cas, le candidat doit proposer une intervention comprenant :

- Une proposition méthodologique détaillant les modalités de réponse au cas pratique soumis. Cette note ne devra pas dépasser 10 pages.
- Une estimation financière dans laquelle le candidat fera une estimation des prestations nécessaires pour concevoir, réaliser et mettre en œuvre les actions qu'il recommande pour l'étude de cas. Le candidat complète ainsi l'annexe financière du cas pratique en indiquant les UO et leur nombre nécessaires pour répondre à la demande. Les prix unitaires doivent être identiques à ceux de l'annexe financière générale du marché. En cas de différence, les prix figurant à l'annexe financière générale seront appliqués. Les prix doivent être indiqués en HT et TTC.

Aucun prix ne doit figurer dans la proposition méthodologique.

Les candidats doivent transmettre leur réponse pour chacun des lots sur lesquels ils candidatent, et ne devront utiliser que des informations du domaine public pour élaborer leurs hypothèses de travail.

Énoncé du cas fictif :

Le ministère de la Culture souhaite lancer une concertation citoyenne à l'échelle nationale, intitulée « **Imaginons ensemble l'accès à la culture pour toutes et tous** », afin de repenser les conditions d'accès à la culture en France et de réduire les inégalités qui persistent entre les citoyens et les territoires.

Malgré la diversité de l'offre culturelle française, l'accès aux pratiques artistiques, aux équipements culturels, et aux œuvres demeure inégal selon le lieu de résidence, la situation sociale et économique, l'âge, le handicap ou encore le niveau de familiarité avec les institutions culturelles. Les difficultés de

mobilité, le coût des activités, la répartition des équipements, les disparités de financement et les obstacles numériques peuvent limiter la participation culturelle de certains publics.

Dans ce contexte, la concertation vise à replacer les citoyens au cœur de la définition des politiques publiques culturelles, en donnant la parole aux citoyens comme aux acteurs qui contribuent à sa diffusion : artistes, associations, collectivités territoriales, et établissements culturels.

La concertation a vocation à nourrir un **projet de loi visant à renforcer l'égalité d'accès à la culture sur l'ensemble du territoire national qui doit être prêt pour l'automne 2027**.

Le ministère souhaite être accompagné sur :

- Le cadrage méthodologique des modalités en présentiel et en ligne ;
- Le traitement et l'analyse des contributions citoyennes ;
- La rédaction de la synthèse de l'ensemble de la démarche participative ;
- L'élaboration de supports d'informations plurielles et contradictoires sur les principaux enjeux et controverses liés aux problématiques de la démarche, à destination des citoyens pour chaque modalité de participation ;
- Une aide au cadrage méthodologique et à la collecte de données permettant l'évaluation de la qualité méthodologique de la démarche participative, de son impact sur l'élaboration des politiques publiques et de ses effets sur les participants et l'administration commanditaire.

ETUDE DE CAS du lot 1 – Conduire des dispositifs en présentiel

Il n'est pas attendu de prestations logistiques stricto sensu (événementiel, réservation de lieux, transports, etc.).

Le candidat est invité à transmettre une proposition méthodologique d'ensemble s'appuyant sur les UO du lot qui contiendra une analyse de la demande formulée sous la forme d'un document de pré-cadrage du dispositif en présentiel respectant le plan suivant :

De façon succincte (1 page maximum) :

- Leur compréhension du contexte et des objectifs de la démarche et de leur rôle dans ce projet (dont leur rôle de coordination)
- Un plan d'actions à mettre en œuvre ainsi que les étapes de concertation envisagées (dont un rétroplanning)

De façon détaillée (9 pages) :

- Une méthode de concertation garantissant la bonne compréhension par les citoyens des enjeux de la politique publique et du champ des contraintes associées au Gouvernement ;
- Une méthode d'animation dynamique et stimulante garantissant la bonne circulation de la parole entre citoyens et la construction d'un avis argumenté, en précisant le nombre d'animateurs et de facilitateurs mobilisés ainsi qu'une description de leur rôle dans la mise en œuvre du dispositif en présentiel (le cas échéant, la présentation des outils numériques utilisés dans les ateliers serait un plus) ;
- Le cas échéant, l'articulation envisagée entre les différentes étapes et modalités de la démarche participative ;
- Une méthode de prise de note permettant de tracer les dynamiques argumentatives des participants pendant le dispositif (le candidat fournit un exemple de support distribué aux personnes en charge de la prise de note).

Enveloppe financière globale maximale : 90 000 euros HT.

ETUDE DE CAS du lot 2 – Conduire des consultations en ligne

Il n'est pas attendu de prestations logistiques stricto sensu (événementiel, réservation de lieux, transports, etc.).

Le candidat est invité à transmettre une proposition méthodologique d'ensemble s'appuyant sur les UO du lot qui contiendra une analyse de la demande formulée sous la forme d'un document de pré-cadrage respectant le plan suivant :

De façon succincte (1 page maximum) :

- Leur compréhension du contexte et des objectifs de la démarche et de leur rôle dans ce projet ;
- Un plan d'actions à mettre en œuvre ainsi que le séquençage envisagé (dont un rétroplanning).

De façon détaillée (9 pages) :

- L'articulation envisagée entre les résultats issues des différentes étapes de la démarche participative ;
- Une présentation des fonctionnalités mobilisées sur leur plateforme numérique pour garantir le recueil d'avis et de contributions citoyennes ;
- Une présentation du parcours utilisateur sur la plateforme en fonction des différentes étapes et fonctionnalités proposées pour cette consultation ;
- Les formats disponibles sur la plateforme pour partager aux participants des informations préalables sur l'objet de la consultation préparées par le titulaire du lot 4 ;
- Des recommandations pour mobiliser un grand nombre de participants et maintenir l'intérêt tout au long de la consultation ;
- Les propositions d'animation de la plateforme ;
- Une méthode d'analyse permettant de traiter un grand volume de contributions, d'identifier les consensus et les dissensions sur le sujet traité et de réaliser des tris croisés en fonction du profil des répondants.

Enveloppe financière globale maximale : 70 000 euros HT.

Nombre de participants attendus : 25 000 contributeurs

ETUDE DE CAS du lot 4 – Concevoir les supports d'information pour éclairer le débat avec les citoyens

Il n'est pas attendu de prestations logistiques stricto sensu (événementiel, réservation de lieux, transports, etc.).

Le candidat est invité à transmettre une proposition méthodologique d'ensemble s'appuyant sur les UO du lot qui contiendra une analyse de la demande formulée sous la forme d'un document de pré-cadrage respectant le plan suivant :

De façon succincte (1 page maximum) :

- Leur compréhension du contexte et des objectifs de la démarche et de leur rôle dans ce projet ;
- Un plan d'actions à mettre en œuvre ainsi que le séquençage envisagé (dont un rétroplanning).

De façon détaillée (9 pages) :

- Une présentation de la méthode proposée au regard des objectifs de la démarche pour :
    - Synthétiser un grand volume de données ;
    - Synthétiser des documents techniques et complexes ;
    - Présenter des avis contradictoires sur une même problématique ;
    - Rendre accessible ces données pour les citoyens ;

- Une première analyse des enjeux et des acteurs en préfiguration d'une cartographie des controverses.
- Une description des moyens humains (CV anonymes) et matériels mobilisés pour la mise en œuvre.

Le candidat présentera à la fin de sa réponse une proposition d'infographie qu'il proposerait dans le cadre de cette démarche participative.

ETUDE DE CAS du lot 5 – Appui à l'évaluation de dispositifs de participation citoyenne

Il n'est pas attendu de prestations logistiques stricto sensu (événementiel, réservation de lieux, transports, etc.).

Le candidat est invité à transmettre une proposition méthodologique d'ensemble s'appuyant sur les UO du lot qui contiendra une analyse de la demande formulée sous la forme d'un document de pré-cadrage comprenant :

De façon succincte (1 page maximum) :
- Leur compréhension du contexte et des objectifs de la demande et de leur rôle dans ce projet ;
- Un plan d'actions à mettre en œuvre pour évaluer le dispositif de participation, ainsi que les étapes envisagées (dont un rétroplanning).

De façon détaillée (9 pages) :
- Les indicateurs choisis pour mesurer l'impact et les effets du dispositif de participation
- La méthode de travail et les outils d'évaluation proposés pour recueillir et analyser de la donnée, en prenant en compte les critères suivants :
    - Réaliser une évaluation auprès de publics diverses (citoyens, administrations commanditaires et décideurs politiques)
    - Éviter les biais statistiques, méthodologiques et comportementaux
    - Traiter et analyser un gros volume de données quantitatives et qualitatives
- Indépendamment des outils d'évaluation proposés ci-dessus, la construction d'un questionnaire d'évaluation à envoyer aux participants au dispositif de participation, ainsi que la méthode d'administration envisagée pour recueillir leurs réponses
- La méthode et le format de restitution des résultats de l'évaluation à l'administration commanditaire